

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

CONCOURS NATIONAL D'AGREGATION EN DROIT PUBLIC

ANNALES DE LA SESSION 2017-2018

1^{ère} leçon en loge

Secrétariat général

**Direction générale des
ressources humaines**

**Service des personnels
enseignants de
l'enseignement supérieur et
de la recherche**

**Sous-Direction du pilotage
du recrutement et de la
gestion des enseignants-
chercheurs**

**Département du pilotage et
d'appui aux établissements**

DRH A2-1

72, rue Regnault

75243 PARIS CEDEX 13

- Commentaire, extraits Éric Vuillard, *l'ordre du jour*, Arles, Actes Sud, 2017, pages 52-54.
- Commentaire, extraits - Arrêt de la CJUE (cinquième chambre), 16 février 2017- affaire C-578/16 PPU, C.K.,H.F.,A.S contre Republika Slovenija.
- Commentaire François Hollande, président de la République, Allocution au Conseil d'Etat, 22 mars 2017.
- Commentaire Opinion individuelle du juge Frankfurter, Denis vs United States 341 U.S 494 (1951) Cour suprême USA.
- Mr Jacques CHARPENTIER, « La politique et le prétoire » (1966).
- Argenteuil la rouge choisit de loger blanc, *Le canard enchaîné*, 24 mars 1993.
- Cour des Comptes, Les régularisations d'avoirs à l'étranger gérées par le service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) – Communication à la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale, octobre 2017, pp.7-11.
- Intervention de René CAPITANT, Assemblée Nationale, 27.06.1963.
- Décision n° 2017-670 QPC du 27 octobre 2017, M. Mikhail P. [Effacement anticipé des données à caractère personnel inscrites dans un fichier de traitement d'antécédents judiciaires]
- Conseil d'Etat, 6 janvier 2016, Mme B, n°395622, Juge des référés
- Déclaration de M. le juge Yusuf, vice-président, sous CIJ, Délimitation maritime dans l'océan Indien (Somalie c/ Kenya), Exceptions préliminaires, arrêt, 2 févr. 2017
- G. BURDEAU : « Une survivance : la notion de Constitution », Article paru dans *L'évolution du droit public, Etudes en l'honneur d'Achille Mestre*, Sirey, 1956, p. 53 à 62.
- 13 juin 1887.- Loi concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert, (XII, B.MXCV, n.18.042.), Collection DUVERGIER, 1887, pp. 210-211.
- Henri LECLERC, Vanité et dangers des « devoirs de l'Homme », *Après-demain*, n° 5, février 2008, pp. 12-14.
- Commentaire, Conseil d'Etat, N° 340539, Mentionné dans les tables du recueil Lebon, 6ème et 1ère sous-sections réunies, Lecture du mercredi 14 novembre 2012.
- Commentaire, Tribunal administratif de Paris, N° 1507681/3-1, M. Jean-Pierre G., Audience du 24 janvier 2017, lecture du 7 février 2017.
- Conférence de haut niveau sur la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme, une responsabilité partagée, Déclaration de Bruxelles, 27 mars 2015.
- Commentaire, Maurice DRUON, *Tistou les pouces verts*, 1957, extrait.
- Opinion dissidente de Sir Gerald Fitzmaurice jointe à l'arrêt Golder du 21 février 1975, extraits.
- Commentaire, Conseil d'Etat, N°400976, mentionné dans les tables du recueil Lebon, 1^{ère} et 6^{ème} étage chambres réunies, Lecture du 17 novembre 2017
- Commentaire, extraits, Giacomo LEOPARDI, *Le massacre des illusions* Paris, édition allia, 1993, pp.91-92.
- Commentaire, extraits, conseil 12 juillet 1939, sieur Chardin Rec. Lebon, 1939, p.476.
- Commentaire, Upton SINCLAIR, *Pétrole*, 1927, p 253.
- Commentaire, CJUE, 28 mars 2017, *Rosneft*, C-72/15 (extraits).
- Commentaire, Conseil Constitutionnel, *décision n 86-208 DC du 2 juillet 1986, Journal officiel du 3 juillet 1986* (extraits).
- Commentaire, Jean Marc SAUVE, *Le principe de subsidiarité et la protection européenne des droits de l'homme*, D.2010. 1368(extraits).
- Article d'André LAIGNEL, « Le gouvernement des juges », *Le Monde* du 27 janvier 1983.
- Bertrand Louvel, Pour l'unité de juridiction, Cour de cassation, Paris, 25 juillet 2017.
- Charles CHAUMONT, « Analyse critique de l'intervention américaine au Vietnam », *RBDI* 1968-1, pp. 61-93 ; extraits pp. 61-64.
- M. Bluntschli, *Le droit public général* (traduit de l'allemand par A. de Riedmatten), 1881, Librairie Guillaumin et Cie, Paris, 424 p., extraits pp. 146-149 (notes infrapaginales omises).
- Commentaire, Alexis de TOCQUEVILLE, *L'ancien régime et la Révolution*, 1856 , pp.302-305.

- Commentaire, Graham SMITH, « Concevoir la démocratie pour le long terme : innovation institutionnelle et changement climatique », *lapenseeeecologique.com* 1 (revue électronique, premier numéro, 2017), (extraits).
- Commentaire, Charles EISENMANN, « Un dogme faux : l'autonomie du droit administratif », in *Perspectivas del derecho publico en la segunda mitad del siglo XX : homenaje a Enrique Sayagues-Laso, madrid, Instituto de estudios de administracion local, 1969*, (extraits).
- Commentaire, CE, 26 avril 2017, M. et Mme K..., n° 394651.
- Décret n° 2017-1095 du 14 juin 2017 relatif au coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, à la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme et au centre national de contre-terrorisme.
- Commentaire, CE, Lecture du 8 novembre 2017, Société Battos, N° 403599.
- Marc BLOCH, *L'étrange défaite*, 1946, pp. 174-178.
- Commentaire, Henri CHARON, *Le pouvoir administratif*, 1910.
- Décision n°2016-611 QPC du 10 février 2017 [Délit de consultation habituelle de sites internet terroristes].
- Commentaire Conseil d'Etat, 9^e et 10^e chambres, 7 juin 2017, n°386627, *Sté le Muselet Valentin*.
- Débats parlementaires relatifs à la loi organique portant sur la CJR- Séance du 20 octobre 1993.
- Commentaire, Conseil d'Etat, Section du contentieux, 1^{ère} et 6^{ème} chambres réunies, 25 octobre 2017, n°398573 404459, *Société laboratoire Abbvie*.
- Extrait du rapport du groupe de travail « Les moyens de contrôle et d'évaluation », tiré du *Rapport Pour une Nouvelle Assemblée Nationale* (13 décembre 2017), pp. 187-190.
- Commentaire, Conseil d'Etat Section du contentieux, 5^{ème} et 4^{ème} chambres réunies, 25 octobre 2017, n°403275, *Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen*.
- Commentaire de *Se tuer à la tâche*, chronique de Geneviève Jurgensen, publiée dans l'édition des 18 et 19 novembre 2017.
- Commentaire Entretien de l'actuel président de la République avec trois journalistes, journal Challenge publié le 16 octobre 2017
- Extrait de *Léviathan* de Thomas Hobbes, chapitre XV pp.158-160
- Décision n°2017-632 QPC du 2 juin 2017 *Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés*
- Commentaire, Résolution de l'ass. Nationale (du 27 novembre 2017. Visant à promouvoir les symboles de l'union européenne.
- Commentaire, I de l'article 50 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 : JORF n°0303 du 30 décembre 2016, texte n° 1.
- Commentaire, débats parlementaires, P 3530 ; chambre des députés, J.O (17.12.1909).Intervention :M. Magnaud.
- Commentaire, Jean CASIMIR-PERIER, notes sur la Constitution de 1875 (note inédites publiées par E-LEMARIE) Paris, Dalloz, 2015. 63-66.
- Commentaire, Conseil de l'Europe, Recommandation CM/Rec(2007)7 du Comité des Ministres aux Etats membres relative à une bonne administration.
- Avis 1/15 de la Cour (grande chambre), 26 juillet 2017.
- Déclaration du Président Abraham jointe à CIJ, *Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (îles Marshall c/ Pakistan)*, arrêt, 5 octobre 2016.
- Conseil d'Etat, 31 juillet 2017, N° 412125, 6^{ème} chambre.
- Institut de droit international /Commentaire, 14^e commission, session de Tallinn, 2015. La succession d'Etats en matière de responsabilité internationale. Rapporteur M. Kohen. Résolution (Texte final ; extraits).
- Commentaire, arrêt conseil d'Etat, octobre 1991 ; req. n°86050.
- Commentaire, Texte de Michael OAKESHOTT, *Du conservatisme*, trad.fr, Paris éd. Du Félin, 2011, pp 88-94.
- Commentaire Règlement (UE) 2017/1939 du 12 octobre 2017 ; mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.
- Commentaire, Conseil Constitutionnel, Décision n°2017-755 DC, 29 novembre 2017, *Loi de finances rectificative pour 2017*, (extraits).
- Commentaire, *Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions*, COM (2016) 822 final 2016/0404 (COD), 10 janvier 2017.
- Commentaire, Intervention de Michel DEBRE à l'Assemblée Nationale, séance du 26 mai 1959, *Journal Officiel, Débats parlementaires*, pp.556-559 (extraits).
- Commentaire, « Lettre du président de l'Assemblée nationale au Président de la République du 17 mars 1960 » (Jacques Chaban-Delmas), « Lettre du Président de la République au président de l'Assemblée nationale du 18 mars 1960 » (Charles De Gaulle).
- Commentaire, Assemblée générale des Nations Unies, *Résolution 71/63 Désarmement nucléaire*, 5 décembre 2016, (extraits, notes omises).

- Commentaire, Louis JOSSERAND, *De l'esprit des droits et leur relativité*, (2^{nde} éd, 1939), rééd. Dalloz, pp.1-6.
- Commentaire, Conseil constitutionnel, *Décision portant sur la loi relative à l'emploi de la langue française* (94-345), 29 juillet 1994.
- Commentaire, CE, 23 mai 2008, *M. et Mme LINDER*, requête n° 312324.

Leçon de 24 heures

- Jean Carbonnier
- Les allocutions présidentielles
- Une jurisprudence établie
- Le refus
- Le Roi des Belges
- Féminismes
- Les questions écrites
- Le grief
- La dépense publique
- La Communauté de 1958 (Titre XIII)
- La stratégie contentieuse
- La légitime défense
- La France libre
- L'hésitation
- L'opinion publique internationale
- les gares
- l'Europe qui protège
- les facultés contributives
- Le futur
- Traduire
- L'horizontalité
- La nationalité
- L'utopie
- La décision
- La performance administrative
- Le totalitarisme
- Internet
- L'exception
- Désobéir
- La coalition
- La sanction, critère du droit
- L'avis
- Les polices environnementales
- Marcel Prétot
- Le libre choix des moyens
- Matignon
- Le transitoire
- Le Secrétaire général de l'Elysée

2^e leçon en loge

- Le recouvrement de l'impôt
- La contractualisation de l'action publique
- Le pluralisme juridique
- L'opposition
- Conseiller
- Les libertés du contribuable
- L'armée
- Droit et religion
- La lutte contre l'évasion fiscale internationale
- Les droits sociaux
- Comment qualifier le régime constitutionnel de la Ve République ?
- L'abus de droit fiscal
- Le ministre
- La santé, la police et les libertés
- La société civile
- Les changements climatiques
- Le mimétisme constitutionnel
- L'administration territoriale de la République
- Les opérations de paix
- Le président du conseil sous la IV^e République

- La cour suprême des États-Unis, un modèle ?
- La légalité fiscale
- La guerre juste
- Le Sénat sous la III^e République
- La commission parlementaire
- L'équilibre budgétaire
- La technique
- Le Conseil constitutionnel est-il une juridiction
- La preuve
- Le regroupement familial
- La région
- Le contreseing
- Les lois du service public
- Le président de la république française et le président des États-Unis
- La déclaration
- L'autonomie financière des collectivités territoriales
- L'incompétence
- Le changement constitutionnel